

Le changement climatique : Quels choix pour demain ?

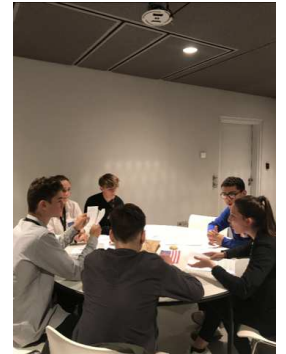
Tensions, accords, enjeux, que s'est-il vraiment passé au cours de la conférence des parties au musée des Confluences ?



Poignée de main avec le Secrétaire général de l'ONU

Ce 10 mai 2019, huit pays se sont réunis pour la 24^{ème} COP. En effet, les délégations des îles Fidji, du Brésil, du Canada, de la Chine, de l'Inde, du Maroc, de l'Union Européenne et des USA étaient présentes afin de trouver des arrangements concrets visant à œuvrer contre le réchauffement climatique.

Bien que notre nation soit sceptique, elle a tenu à être représentée pour affirmer sa position et ses points de vue. Notre Président a insisté sur le fait que les promesses climatiques ne devaient en aucun cas se faire au détriment de notre développement économique. Tout de même, nous nous sommes engagés à réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 26 à 28% d'ici 2025. Mais cela n'est pas suffisant et les chefs d'Etats des différents gouvernements attendent des engagements plus forts de la part de notre nation qui est, la première puissance mondiale.



Négociations avec le Canada

Suite aux rudes négociations entre les Etats Unis d'Amérique et les autres nations, de nombreuses modifications ont été apportées à la position de notre pays dans la COP. En effet, sous la pression, les USA ont entrepris quelques changements d'apparence plutôt concluants.

Ainsi, la première puissance mondiale s'est engagée auprès de l'Union Européenne à fonctionner avec 50% d'énergies renouvelables d'ici 2045 et à réduire de 35% ses émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2025. De plus, notre Président a promis de rentrer dans les accords de Paris si l'économie de notre pays reste fructueuse. En échange, l'UE promet d'apporter une aide pour préserver les forêts américaines et se charge d'importer des énergies renouvelables sur notre territoire.

En outre, notre délégation a conclu un marché avec les îles Fidji qui s'enrôlent à des expertises en énergie renouvelable contre une contribution financière dans le fond pour le climat.

De surcroît, nous avons abouti à un échange équitable avec le Canada. De cette façon, notre territoire se donne 10 ans pour installer la taxe carbone. En retour, l'Etat à la feuille d'érable entreprend un partage de recherches quant au sujet des voitures électriques.

Enfin, nos représentants ont fait un don pour le projet Maroc vert. En contrepartie, l'Empire chérifien promet une exportation alimentaire saine à notre destination.

Ces traités peuvent paraître excessifs mais, il n'en est rien. En fait, ce retournement de situation est purement stratégique et nous intègre dans un cercle vertueux à vocation internationale. De plus, cette diplomatie ouvre nos frontières et nous apporte un soutien non négligeable du globe, ce qui, nous permet de rester une puissance inégalée.

Interview du Secrétaire général des Nations Unies

- Quels impacts la COP a-t-elle réellement ?

« Elle contraint à la solidarité et influence les pays égoïstes à changer leur position car, collectivement, les pays sont plus susceptibles de prendre des meilleures décisions. »

- Peut-on arriver à ne pas dépasser les 2 degrés de réchauffement ?

« Oui, c'est possible et démontré par les experts du GIEC. Si ce n'était pas possible, cet objectif n'aurait pas été fixé. Il faut juste la volonté de le faire. »

- Quels moyens peuvent être mis en place pour prendre conscience de ce changement climatique ?

« Il faut absolument sensibiliser la population et faire l'éloge des exemples vertueux : vélo, covoiturage.... »

Au cours de cette conférence internationale sur le climat, les pays du sud ont rappelé la responsabilité des pays du nord dans ce dérèglement climatique et les cantonnent au rôle de « pollueur ». De ce fait, ils acceptent de s'engager en faveur des accords écologiques à condition d'obtenir une aide économique de la part du fond pour le climat financé par les pays les plus riches à hauteur de 100 milliards de dollars par an.